

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 OCTOBRE
AU 3 NOVEMBRE 1993

N° 930

10,00 F

Haïti : la dictature s'auto-amnistie !

EDITORIAL

Air France : crash du plan Attali

Balladur a-t-il vraiment craint la grève générale ? C'est la question que l'on peut se poser en ce début de semaine à l'annonce du retrait du plan Attali en matière de transport aérien. Le conflit d'Air France étendu au secteur public, le risque d'une « explosion sociale » automnale renvoyés aux calendes grecques ?

Il faudrait plutôt reprendre le titre du *Jour* : « Conflit Air France : la base bouscule les délégués syndicaux ». Le mot magique, la « base », repris par des dinosaures syndicaux et magnifié par eux, les non-syndiqués conviés aux négociations... si ce n'était la température quasi hivernale, on se croirait aux plus beaux jours de Mai 68.

Mais les vertus retrouvées du basisme redonneront-elles un vigueur durable au mouvement social ?

De toute façon, syndiqués et non-syndiqués auront fait reculer le gouvernement. Quelle que soit l'issue du conflit, cela aura été un coin de ciel bleu dans la grisaille de cette rentrée.

LE « NOUVEL ORDRE MONDIAL » a bien du mal à se mettre en place. S'il n'y a aucun doute sur la réalité de la puissance armée américaine, il n'en est pas de même en matière économique. L'hégémonie du capitalisme américain est contestée tant par les Européens que par les Japonais, sans oublier les outsiders du siècle prochain que seront probablement les Chinois et les Russes ou d'autres encore.

Dans ce contexte de guerre économique à l'issue incertaine, tout est devenu possible, et bien entendu tous les coups sont permis. Mais il est probable que la manière de gérer les situations de crise va changer. En fait, elle change déjà sous nos yeux.

Plus question d'intervention militaire massive, type « tempête du désert ». Le coût d'une telle opération est trop élevé, même pour l'Etat américain. Le Koweït et l'Arabie Saoudite sont financièrement affaiblis, car ils ont payé leur protection au prix fort.

Les opinions publiques internes sont sensibles à ces opérations commandos, l'exemple de la Somalie est on ne peut plus clair. Le ressentiment de la population somalienne contre l'ONU et les Etats-Unis a permis au général Aidid de se forger une image de héros national. Le Sénat américain estime qu'un soldat tué c'est un de trop, parce que les électeurs ne veulent plus de cela.

De plus, à long terme, il n'est plus du tout sûr que les méthodes uniquement répressives soient payantes. En effet, et sans vouloir verser dans un optimisme béat, il semble bien que sous toutes les latitudes, les populations aspirent à vivre mieux.

Comment accepter de crever de faim lorsque les moyens de communication diffusent en continu des informations sur les richesses existantes et que les images nous font presque toucher du doigt leur réalité ?

D'une manière plus ou moins consciente, chaque individu sait que sa situation sociale n'est pas le fruit d'une fatalité mais la conséquence du fait que

d'autres, ici ou ailleurs, s'accaparent tout. Ce n'est plus supportable. Et c'est bien ce qui est contesté par les différents mouvements sociaux apparus ces dernières années dans l'ex-URSS comme en Chine, en Afrique...

Bien entendu, les formes idéologiques de ces revendications peuvent et doivent nous hérisser le poil (retour des nationalismes et des intégrismes comme vecteurs de l'anti-impérialisme) ou appeler notre critique comme l'aspiration au multipartisme en Afrique ou le développement de la théologie de la libération en Amérique latine. Mais il semble bien que cette volonté d'avoir une vie meilleure soit irréversible. Et sur le fond, le système capitaliste n'a aucun intérêt à s'y opposer puisque cet appel à consommer est générateur de marchés... donc de profits.

Le problème pour le capital est de faire en sorte de contrôler ces indispensables évolutions, de les accompagner,

(suite p. 5)

Haïti : mutinerie
d'une république bananière.



SUITE D'UNE ATTAQUE COMMANDO ANTI-IVG AUX LILAS

Du droit à l'avortement au procès de Bobigny

LA MATERNITÉ DES LILAS, hôpital privé à but non lucratif de la proche banlieue parisienne, a une renommée qui dépasse largement son aire géographique : pionnière des méthodes d'accouchement sans douleur et pour une naissance sans violence, cette maternité est sans doute connue de nombreuses lectrices et de nombreux lecteurs du *Monde libertaire*.

A plusieurs reprises, le personnel, les femmes ayant accouché là, leurs compagnons, leurs proches se sont mobilisés, avec l'objectif d'éviter la fermeture à cause de problèmes financiers et/ou administratifs.

Aujourd'hui, la maternité des Lilas est à nouveau sur le devant de la scène : victime à trois reprises des attaques de commandos anti-avortement, menés par Xavier Dor et ses acolytes de SOS-Tout Petits, la direction a porté plainte pour

« violences volontaires avec préméditation et guet-apens ». La dernière attaque s'est déroulée le 16 mai 1992 ; ce sont les faits de ce jour-là qui ont été entendus par le Tribunal de grande instance de Bobigny, le mercredi 13 octobre 1993.

Tribunal bien symbolique, ainsi que l'a rappelé Odile Davernhas, avocate de la maternité ; il convient en effet de se souvenir d'un procès de 1972, resté dans les annales judiciaires comme « le procès de Bobigny ».

Une adolescente de seize ans, Marie-Claire C., avait avorté avec des méthodes de fortune et au risque de sa vie ; elle et sa mère ont été inculpées. Cependant, le tribunal ordonna la relaxe de la jeune fille et une amende avec sursis pour la mère.

Pour la première fois depuis la loi de 1920, un jugement prenait en compte la détresse des femmes et

leur reconnaissait le droit de décider sans être sanctionnées. Or, le Procureur de la République présent ce 13 octobre 1993 est celui du procès de 1972 ! Il l'a souligné à l'audience, où il a évoqué Gisèle Halimi, avocate de Marie-Claire ; il a fait revivre le mouvement des femmes naissant qui affirmait leur

droit « d'avoir un enfant, si je veux, quand je veux ». Entendre un procureur

rappeler une lutte, notre lutte, fut un moment un peu extraordinaire pour les nombreuses féministes présentes dans la salle d'audience !

Mais que s'est-il passé le samedi 16 mai 1992 aux Lilas ?

Vers 9 heures du matin, un groupe d'une trentaine de personnes s'est massé dans la petite cour de la maternité, avec des banderoles déclarant « Ici, on assassine ! », « Ici, on tue des enfants ! ».

Pendant qu'une partie du groupe restait dans la cour, les autres, menés par Xavier Dor, entraient dans la hall de la maternité et dans la salle de consultation. Certains priaient, d'autres brandissaient des icônes, d'autres enfin interpellaient les femmes présentes et le personnel : « Vous êtes des assassins ! Vous tuez des enfants ! ». La responsable de garde (médecin), appelée par la standardiste, est descendue des étages avec quelques collègues ; secondées par quelques compagnons de femmes accouchées, elles ont essayé de faire sortir le commando des locaux et surtout de les empêcher d'investir les étages. Outrées par la répétition des attaques et leur violence, conscientes de leur responsabilité à l'égard des femmes et des nouveaux-nés présents à la maternité, elles se sont

(suite p. 4)

« CONTRE LA GUERRE »

P. 2

T2137 - 930 - 10.00 F



FOP 2520

MANIFESTE ANTIMILITARISTE

Contre la guerre

Dans les premiers jours du mois d'août 1914 débute un conflit qui ensanglantera l'Europe pendant quatre ans.

L'opposition antimilitariste des révolutionnaires est vaincue, en Allemagne comme en France.

En Grande-Bretagne, autour de Pierre Kropotkine se forme une tendance « interventionniste »... En réponse, Malatesta, Nieuwenhuis, Schapiro et d'autres publièrent ce texte qui réaffirme l'internationalisme anarchiste. (1)

Le 11 novembre arriva bien après...

L'EUROPE EN FEU, une dizaine de millions d'hommes aux prises dans la plus effroyable boucherie qu'ait jamais enregistrée l'histoire, des centaines de millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples brutalement suspendue, la menace chaque jour plus grave de complications militaires nouvelles, tel est, depuis cinq mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé. Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes. Car pour eux il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute (les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance) que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé, restreint ou généralisé, colonial ou européen, est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal

d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts, et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable : d'où qu'elle vint, elle devait éclater. Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continuellement tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher

à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement. Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives. Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres et de Petrograd. C'est à qui de ceux-ci et de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et les plus décisifs pour établir sa bonne foi et se présenter comme l'innocent défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente en ce moment ? Est-ce l'Etat allemand avec son militarisme formidable et si puissant qu'il a étouffé toute velléité de révolte ? Est-ce l'Etat russe dont le knout, le

encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'Etat n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre ceci de façon frappante : toutes les formes de l'Etat se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementaires avec l'Allemagne, l'Etat régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples, qui pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'Etat avec ses diplo-

matés intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessin et elle continue à l'être lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre la guerre entre peuples et, dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernements prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent toujours à la guerre avec la dernière énergie. Le rôle des anarchistes, quel que soit l'endroit où la situation dans laquelle ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. la propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées. A tous les soldats de tous les pays qui ont la conviction de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère. Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte,

et ensuite ils serviront encore contre eux pour les obliger à subir l'exploitation patronale. Aux paysans, leur montrer qu'après la guerre il faudra encore une fois se courber sous le joug et continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs, et à nourrir les riches. A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé des comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux. Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte, de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement, même devant une calamité comme la guerre actuelle ! C'est dans des périodes aussi troublées, où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés, la liberté entière conquise par la destruction totale de l'Etat et de ses organismes de coercition. Vive l'anarchie !

« La seule guerre de libération...
c'est celle menée par les opprimés
contre les oppresseurs. »

gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ? Est-ce l'Etat français avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires ; la France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d'avoir écrit et parlé contre la guerre ? Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ? Non. Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense.

La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'Etat, qui est la forme politique du privilège. L'Etat est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est

London, 12 février 1915

Leonard D. Abott, Alexander Berkman, Luigi Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, G. Barrett, A. Bernardo, E. Boudot, A. Calzitta, Joseph J. Cohen, Henri Combes, Nestor Ciele van Diepen, F. W. Dunn, C. Frigiero, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T. H. Keell, Harry Kelly, J. Lemaire, Errico Malatesta, H. Marquez, F. Domela Nieuwenhuis, Noël Paravich, E. Rechioni, G. Rijnders, I. Rochtchine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V. J. C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, Liliam G. Woolf, S. Yanowsky.

(1) Ce manifeste est signé par trente-six militants de diverses nationalités fut édité en anglais, français et allemand. Il semble avoir été écrit courant janvier puis qu'un rapport de police (« Les anarchistes et la paix », B.N., A.N. F713371) signale sa lecture par Pierclad du *Libertaire* le 30 janvier 1915. Deux des cinq secrétaires du bureau international élu lors du congrès de 1907 signèrent le manifeste. Un autre secrétaire, Rudolf Rocker, bien qu'opposé à la guerre, ne put donner sa signature car il était interné. Consulter à ce sujet le n° 4 d'*Itinéraire* qui lui est dédié.

(Document extrait de la revue *Itinéraire* n° 5/6, juin 1989, 86 pages. Prix : 80 F [port non compris].)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

**Les Etats, la misère, le racisme,
le trafic d'armes favorisent les guerres
et ceux qui en profitent**

**LE 11 NOVEMBRE
CONTRE L'ORDRE RACISTE,
NATIONALISTE, CAPITALISTE
ET MILITARISTE :
AGIR, DÉSOBÉIR, ÊTRE SOLIDAIRE**

**Paris
place de la République
à partir de 11 heures**

**FORUM
(avec tous ceux et toutes celles
qui agissent ici et ailleurs)
CHANSONS
Chanteurs Livreurs, Bublebee'spirit,
Raymonde et les Blancs Bees, Sabine Viret...
stands, buffet, boissons, librairie
ANIMATIONS DIVERSES
dessinateurs contre la guerre, écrivains,
théâtre de rue...**

**Manifestation organisée par
la Fédération anarchiste,
l'Organisation communiste libertaire,
l'Union des anarchistes, Urgence pacifiste,
Sat-Amikaro, Réflex, la CNT-AIT
(liste provisoire)**

**Avec le soutien
d'« Apache », de l'Union pacifiste de France,
du Mouvement des objecteurs de conscience.**

**Avis
d'« Art et anarchie »**

Il y a deux printemps, j'organais à l'occasion des 10 ans de Radio Libertaire un colloque intitulé « Art et anarchie ». La parution des actes du colloque initialement prévue aux éditions du Monde Libertaire, en avril 1992, n'a pu se faire. En effet, rien n'est simple en pays d'Anarchie.

Les actes paraîtront finalement en octobre 1993 dans une coédition Via Valeriano/La Vache Folle. Mais comme un malheur n'arrive jamais seul, j'ai par une erreur de manipulation, détruit partiellement la base de données qui recense les souscripteurs de ces actes, et je suis privé aujourd'hui de leur adresse. Je leur demande donc de bien vouloir me l'adresser (1), afin que je puisse leur envoyer l'ouvrage pour lequel ils ont souscrit.

A. Robér

(1) DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

**RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Prochain enregistrement public de l'émission
« En toute mauvaise foi »
dimanche 31 octobre de 15 h à 19 h
avec Denis Langlois, Leïla Hallouki de « Macadam »
et Jean-Philippe Rabette du « Réverbère »
à « La Folie en tête », 33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris**

LIVRE CGT

Remous dans la presse

IL Y A QUELQUES SEMAINES NOUS vous avons entretenu de remous qui animaient les instances syndicales du Livre CGT parisien. Entre temps, un remplaçant à Roland Bingler, secrétaire du comité intersyndical, a été trouvé mais les secousses telluriques se sont souvent muées en guerre de tranchées.

Le méchant réformiste et corporatiste ayant été éliminé, l'orientation fut prise de dénoncer le plan Villin, de s'opposer à cette modernisation qui dépeuplait les journaux des ouvriers du Livre. Ça ne s'appelait pas « grèves presse-bouton » mais « semaine d'action ». On évacuait le problème de l'introduction de la PAO dans les rédactions ; on verrouillait sur les positions acquises et on ressortait les vieux couplets vengeurs contre le patronat buveur de sang ouvrier. Il semblait pourtant à certains qu'affronter la technologie nouvelle de face en posant les problèmes réels n'était pas foncièrement contre-révolutionnaire.

Dans les ateliers, les échanges furent souvent vifs, les canuts et les poinçonneurs du métro souvent évoqués ! Ceux qui sont encore la pointe de la force syndicale du Livre, les rotativistes, faisaient bande à part, agissant en quasi totale autonomie. Ce qui, de manière interne, était plus que confus, se traduisait pour le lectorat de façon plus claire : des retards ou une non-parution.

Ces quelques lignes peuvent surprendre, mais leur auteur a bien l'impression qu'on mène les ouvriers du Livre en bateau.

Que la bataille contre Villin et Carignon cache un galop d'essai pour

les nouvelles troupes disciplinées du syndicat unique du Livre parisien. Prochainement, il faudra négocier et on regrettera peut-être les départs à 50 ans avec quasi plein salaire...

Les rotativistes laissent planer leur projet de syndicat de métier ; les correcteurs (dont le syndicat existe depuis 1881, donc avant la CGT) sont dans l'expectative et certains photographeurs sont satisfaits de voir leur section combattre la modernisation ! Au-delà des discours d'assemblées générales, le réveil à la réalité sera rude. Les ouvriers du Livre savaient certainement alterner l'action directe et le tapis vert. Maintenant, on a l'impression qu'un troupeau est mené presque à une falaise. J'espère que je me trompe.

**« Ils parlent de souvenirs
du vieux monde. »**

Depuis ces quelques lignes, écrites la semaine dernière, quoi de neuf dans le Livre CGT parisien ? Il y a eu l'interview dans *Libération* du secrétaire de la FILPAC Müller, et des apparitions radiophoniques et télévisées de Lancry (1). Mais ni l'un ni l'autre ne pèsent sur l'avenir ; ils parlent de souvenirs du vieux monde.

Plus concrète a été la manifestation du jeudi 21 octobre, mêlant presse et labeur dans le 7^e arrondissement. La délégation du comité intersyndical reçue au ministère du Travail aurait obtenu des assurances sur le sort des précaires, travailleurs de la presse non-titulaires. Ceux-ci étant assurés de « solutions sociales », pré-retraites

et formation. Cela suit son cours, mais qu'advient-il des négociations dans le groupe Hersant pour l'avenir et des « secousses telluriques » au sein des instances du boulevard Blanqui ? Cela suit le même fil, rotativistes et correcteurs poursuivent leurs fiançailles de raison et les autres maintiennent leur ciblage sur Villin. Le fait que « Bob » Hersant ait reçu des représentants syndicaux ne semble pas avoir changé le fond du problème. Le papivore réaffirme sa confiance au « jeune homme » et déclare que pour lui tout devrait « être réglé dans moins de deux mois ».

Les imprimeries de presse parisiennes n'ont pas grand-chose à voir avec Air France, ce qui demeure de l'aristocratie ouvrière gagnant bien plus que le SMIC. Le reste de rapport de force qui existe devrait servir à continuer d'être un « espace professionnel » dans le futur. Le reste n'est que bavardage. A suivre ?

Sitting Bull

(1) La Fédération du Livre, Papier et Carton a pour secrétaire hexagonal Müller, Lancry étant l'ex-secrétaire du Comité Inter. Le pouvoir est maudit, même à la retraite !

PARUTIONS

PRESE

A l'occasion de l'ouverture du procès des inculpés de Montjoie, le groupe FA du Mans a édité un numéro spécial (12 pages, format A4). Il reprend, en dehors de deux articles de présentation, des articles du Monde Libertaire. Loin de se contenter de traiter du cas de Montjoie, il expose d'autres affaires qui ont eu lieu dans le passé : Manufrance, Rufa, Serge Livrozet, le procès d'antifascistes de Rouen, Mordicus et Radio Libertaire. Autant d'affaires constituées afin de tuer la liberté d'expression. Pourquoi citer ces quelques affaires ? Pour montrer l'imbrication et l'arbitraire d'un système politico-juridico-patronal. A commander au prix de 10 F l'exemplaire ou 60 F les 10 exemplaires (port compris) à la Fédération anarchiste, 4, rue d'Arcole, 72015 Le Mans.

PRESE

Le n° 13 de l'Encre Noire est paru. Ce journal, édité par les groupes Jean-Roger-Caussimon (Nancy), Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) et la Maison de Saint-Dizier, est disponible contre 8 F en timbres en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

PRESE

Le n° 35 (octobre) d'Infos et analyses libertaires, mensuel de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, est paru. Au sommaire : dossier Léo Ferré, dossier antimilitariste, luttes sociales, l'Ariège avec le village estival Ecotopia de Durban-sur-Arize et le festival « Notes en Bulle 93 » d'Artigues, l'opinion publique façonnée par la presse, sport et médias, Somport : massacre pour une vallée.

Ce numéro, de belle facture tout au long de ses 24 pages, est vendu à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. On peut également s'y abonner pour un an au prix de 75 F (prix militant : 100 F, et de soutien : 150 F), en ajoutant 15 F pour les frais de port. Chèque à l'ordre du CES. Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PSYCHIATRIE

Bernard Pétillot révoqué

Nous vous parlions dans un numéro de septembre de la lutte menée par Bernard Pétillot, infirmier au centre hospitalier du Rouvray. Il est en grève depuis le 4 janvier dernier pour protester contre une mutation arbitraire qui lui a été signifiée en raison d'une divergence notoire de son approche de la psychiatrie avec celle de la direction de l'établissement. Bernard Pétillot n'est pas vraiment un partisan du régime concentrationnaire...

Il devait passer en conseil de discipline le 16 septembre, conseil qui fut ajourné et reporté au 6 octobre : les représentants du personnel sur liste syndicale avaient choisi de ne pas s'y présenter en arguant du fait que « le

conseil de discipline n'a pas compétence pour juger de la légalité de [la] grève, il ne peut statuairement avoir lieu ». Selon le directeur de l'établissement, Bernard Pétillot est en absence illégale et non en grève. Le 6 octobre, les représentants du personnel sont pourtant venus, pour répéter l'incompétence du conseil de discipline à juger Bernard. Puis ils ont siégé dans le mutisme. Rien d'étonnant à cela pour Bernard Pétillot. Il a mis en évidence combien les syndicats CGT et CFDT de l'hôpital psychiatrique se sont refusés à prendre leurs responsabilités dans ce conflit : absence de vraie protestation contre la mutation, hostilité à l'égard de quelqu'un qui les gêne et remet en cause ces mœurs faites de hiérarchie, mensonge, oppression, duplicité, cachotterie, de tous ces pouvoirs concurrents au sein de l'hôpital psychiatrique de Sotteville (y compris le pouvoir syndical).

Résultat des délibérations à huis-clos : le conseil de discipline n'a adopté aucun avis de sanction ou de non-sanction. Aucune majorité n'a

pu être trouvée. Le directeur, M. Vanderheeren, a donc convoqué pour rien ce conseil de discipline (il est seul à pouvoir décider des sanctions).

Cette mascarade a coïncidé avec une autre : fin septembre, Bernard Pétillot a été inculpé de « menaces d'atteinte à la personne de M. Vanderheeren », alors qu'il est totalement étranger à cette affaire. Il a d'ailleurs toujours pris soin d'être accompagné de témoins lors de ses entretiens avec le directeur.

Le 15 octobre, il apprenait finalement par huissier de justice qu'il était révoqué ! Ceci évidemment sans indemnité de licenciement après neuf mois et demi de grève. La décision était immédiatement applicable, même si Bernard dispose d'un mois pour faire appel, ce qu'il compte évidemment faire. Affaire à suivre, donc. Et à soutenir. Un dossier complet est disponible auprès de Bernard Pétillot, Poste restante, 76300 Sotteville-les-Rouens.

Bertrand Dekonnick
(gr. Louise-Michel - Paris)

RENDEZ-VOUS

Du droit à l'avortement au procès de Bobigny

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de Bordeaux appelle à un rassemblement contre les armées, le nationalisme et pour la paix immédiate en ex-Yougoslavie, le jeudi 11 novembre à 10 h, place Saint-Michel.

CHERBOURG/OCTEVILLE

Chaque premier samedi du mois, le groupe FA de Cherbourg tient une permanence au Foyer Jacques-Prévert d'Octeville à partir de 17 h. GREL, BP 12, 50130 Octeville.

DIJON

La FA de Dijon et d'autres organisations libertaires appellent à participer à la journée antimilitariste et antinationaliste du 11 novembre à Paris. Pour cela, est organisé un aller-retour en bus (prix du voyage : 100 F). Les personnes intéressées peuvent retenir leur place au près de la FA, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49. Permanences : mardi et vendredi à partir de 12 h et samedi de 15 h à 18 h.

LE MANS

Pour la mobilisation anti-guerre du 11 novembre à Paris, le groupe FA du Mans organise un voyage aller-retour au prix moyen de 60 F. Le départ s'effectuera à 8 h à partir du 4, rue d'Arcole et le retour en soirée. Inscriptions au 43.85.02.16.

PERPIGNAN

Dans le cadre de la manifestation fédérale contre le racisme, la guerre et le nationalisme, qui se déroulera le jeudi 11 novembre à Paris, l'Union régionale FA du Sud-Ouest et le groupe Puig-Antich organisent, au départ de Perpignan, un voyage aller-retour pour la somme de 290 F par personne. Ce départ aura lieu de Perpignan le mercredi 10 novembre en soirée et le retour s'effectuera le vendredi 12 novembre en matinée.

Réservez, dès à présent, votre voyage auprès des membres de l'Union régionale, dont voici les coordonnées :

- Librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan ;
- Liaison FA du Razès (Aude) : Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès ;
- Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolrière, 31000 Toulouse (permanences : jeudi de 18 h à 20 h et samedi de 14 h à 18 h).

RÉGION RHÔNE-ALPES

L'Union régionale Rhône-Alpes de la FA, dans le cadre de la mobilisation anti-guerre du jeudi 11 novembre à Paris, organise un voyage collectif. Le 11 novembre, un bus partira de la gare routière de Grenoble à 5 h ; il sera devant la gare SNCF de Bourgoin-Jallieu à 6 h et à 7 h sur le quai Claude-Bernard (au niveau de la piscine du Rhône) à Lyon. Retour en soirée.

Coût du voyage : 150 F. Renseignements et inscriptions à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10 (ouverture du mercredi au samedi de 15 h à 19 h).

RENNES

Le groupe FA de Rennes organise un voyage en bus sur Paris à l'occasion du 11 novembre. Prix : 100 F. Renseignements : MJC Rennes centre, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes. Tél. : 99.59.34.07. Permanence : mardi soir.

L'UNION RÉGIONALE PARISIENNE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE TIENT UNE PERMANENCE CHAQUE SAMEDI DE 14 H A 18 H
AU 145, RUE AMELOT (M^o OBERKAMPF), 75011 PARIS. TÉL. : 48.05.34.08.

(suite de la « une »)

sans doute montrées déterminées. La police a été appelée : ce sont deux femmes « gardiennes de la paix » (?) qui se sont présentées, mais elles sont restées impuissantes. Il faudra l'intervention sur place de la déléguée régionale aux droits des femmes (prévenue par sa secrétaire, présente à la maternité, car venant d'accoucher) pour que des renforts de police arrivent, portent les membres du commando à l'extérieur de la maternité et relèvent leur identité.

Au procès ont donc été entendues les plaintes de la direction de la maternité pour violences volontaires avec préméditation, de la médecin responsable ce jour-là et d'une infirmière, blessées par Xavier Dor lors de l'attaque.

Seul Xavier Dor comparait comme prévenu ; les autres membres du commando se sont désolidarisés : membres de « bonnes familles », la plupart ayant des noms à particule, ces jeunes ne pensaient pas être conduits devant un tribunal ; induits en erreur par leur « gourou », manipulés, pour eux c'était les « autres, les délinquants : celles qui avortent, celles et ceux qui, en application de la loi de 1975, pratiquent des avortements. »

Xavier Dor est donc seul inculpé de coups et violences volontaires à l'égard des deux salariées : dans la bousculade, il s'est permis de griffer méchamment la médecin et de projeter brutalement l'infirmière contre une table. Elles ont chacune eu un arrêt de travail de dix jours, qu'elles n'ont cependant pas respecté, en raison des problèmes d'insuffisance de personnel et par conscience professionnelle. Il est également inculpé de violences et voies de fait avec préméditation. Pour la première fois, ce chef d'inculpation est retenu par un tribunal. L'étude des dossiers précédents (Pau et Bordeaux) a sans doute permis d'être mieux entendu à Bobigny.

La plaidoirie d'Odile Davernhas, avocate et féministe, a été remarquable : centrée sur le deuxième chef d'inculpation, elle a su démontrer de quel côté était la violence : ce sont la présence, les actes, les paroles des membres du commando qui créent un climat de brutalité et de tension dans un lieu où les personnes (accouchées avec leur bébé, femmes en consultations prénatales, femmes venant pour une IVG) sont particulièrement sensibles et où elles devraient, au contraire, bénéficier d'un climat de sérénité, de confiance

et de protection. (Il faut rappeler que la maternité dispose de trente-deux lits d'accouchement et de deux lits d'IVG.) La présence collective et déterminée du personnel pour empêcher ces agressions et protéger leurs usagers est légitime et n'est que la réponse à la provocation violente et à l'attaque des commandos.

Elle a su également replacer les actions de Xavier Dor dans leur contexte politique : le retour d'un certain ordre moral, qui veut nier tout droit des femmes à décider elles-mêmes, qui veut les renvoyer à leurs foyers soumis et débordés par les tâches éducatives et ménagères ; sa volonté est de réduire la sexualité à la procréation. La seule contraception préconisée est l'abstinence...

Xavier Dor, lui, revendique ses actions. Il se flatte d'en avoir mené plus de soixante-dix, et affirme que, quoi qu'il arrive, il recommencera ! Il reconnaît la préméditation de ses actes. Il accuse le personnel d'être responsable de la violence, alors que ce dernier agissait pour faire sortir les intrus des locaux. Il nie la loi des hommes et ne veut se soumettre qu'à la loi de Dieu (et tenter d'y soumettre les autres). Catholique intégriste, il doit bien s'entendre avec Jean-Paul II. Il se dit prêt à tout pour empêcher la réalisation d'avortements et pour culpabiliser et intimider les femmes et les person-

Montrer où est la violence

nels des centres d'IVG. Il se vante d'avoir réussi une fois à empêcher un avortement (ou de « sauver un enfant », selon son expression) ; une petite fille ivoirienne est née. Est-ce pour cela qu'il a été décoré de l'ordre du mérite de la Côte-d'Ivoire ?

Ce que tout le monde a ressenti, tant lors de l'attaque elle-même, que pendant l'audience, c'est la haine profonde que cet homme porte à l'humanité toute entière et en particulier aux femmes : celles qui ont des enfants comme celles qui ont avorté. Cette haine s'exprime dans des propos racistes : il interpelle une infirmière en lui enjoignant de « retourner dans son pays ».

L'avocate de Xavier Dor plaide pour la liberté constitutionnelle d'interpeller les consciences, comparant les actions de son client à celle des agriculteurs contre le GATT... Elle explique que les interventions de son client s'inscrivent dans le cadre de la loi de 1975, en les présentant comme une façon de pratiquer l'entretien préalable à l'IVG. Elle regrette que tous, y compris le personnel, n'aient pas été poursuivis (sur quel motif ? mystère...). Elle excuse les bonnes familles et leurs rejetons « bien pensants ». Enfin, elle reconnaît que l'avortement est un problème



Affiche FA. 1992.

« épouvantable » mais qu'elle ne prendra pas position.

Le Procureur regrette que les pouvoirs publics ne se soient pas portés partie civile pour défendre le droit à la sécurité et à la tranquillité des patients. Il requiert une peine assez lourde : un an de prison avec sursis et 20 000 F d'amende, alors que la partie civile réclamait 1 franc symbolique.

Il s'agit en effet de montrer de quel côté est la violence et non de faire un martyr de cet individu. Toute condamnation a un effet dissuasif sur son entourage : il ne change pas forcément d'avis mais il est moins déterminé à suivre Xavier Dor dans ses actions. La sanction par l'argent est sans doute plus intéressante que la prison. De lourdes sommes leur couperaient efficacement les ailes.

Le verdict sera rendu le 3 novembre, soit quinze jours avant le procès de Bordeaux, ce qui est bien sûr très important.

Pour soutenir le personnel de la maternité des Lilas, la Coordination nationale pour le droit à l'avortement et à la contraception a organisé une conférence de presse le matin même ; de nombreuses militantes se sont déplacées à l'audience.

La mobilisation doit continuer, non seulement pour combattre les tenants de l'ordre moral décla-

rés, mais aussi pour améliorer les droits des femmes à une contraception libre et gratuite, à des conditions d'avortement correctes, pour lutter contre les réseaux qui tentent par tous les moyens d'empêcher les femmes de jouir des droits acquis par leurs luttes (ceux qui déposent des projets de loi pour abolir la loi de 1975, réseaux qui tentent d'empêcher la commercialisation du RU 486, lobbies pharmaceutiques qui font du profit sur les contraceptifs, Etat et sécurité sociale qui remboursent peu ou pas du tout les nouvelles pilules, stérilets ou préservatifs...).

« On vous l'a déjà dit : on veut choisir ! »

Rose Paradis (gr. Pierre-Besnard - Paris)

Le caveau « La Bohème » / théâtre Les Déchargeurs présente ELISABETH GUIMOU DE LA TRONCHE
samedi 30 octobre à 22 h
samedi 13 novembre à 20 h 30
samedi 27 novembre à 20 h 30
samedi 18 décembre à 20 h 30

Prix des places : 80 F (tarif réduit : 60 F)

Caveau « La Bohème » / théâtre Les Déchargeurs
3, rue des Déchargeurs (M^o/RER Châtelet) 75001 Paris.
Réservations : 42.36.10.29 et 42.36.00.02.

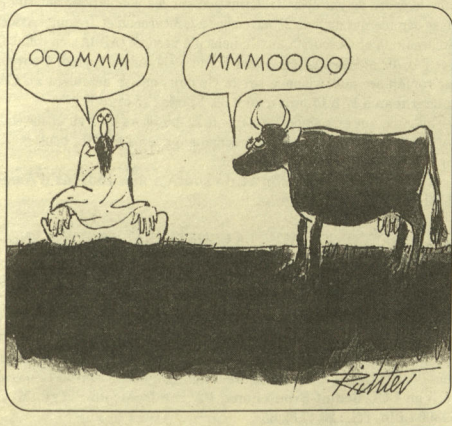
BILLET AMÉRICAIN - 5

L'Amérique « paradis » des religieux

Le Middle-West, cœur de l'Amérique profonde, peut représenter pour celui qui le traverse un immense espace rempli de rien. A l'ouest, l'énorme masse d'eau du Mississippi s'écoule paisiblement, et on peut s'imaginer sans mal sa puissance dévastatrice. En le remontant vers le nord, on s'étonne de trouver au bord des routes des campements de caravanes où vivent les Blancs les plus pauvres de la région. A quelques centaines de milles de Minneapolis, capitale de l'Etat du Minnesota, se trouve la petite ville de Winona. La population y est principalement d'origine polonaise, et il y a presque autant d'églises que de fast-foods. A sept heures du soir les rues sont désertes, et il est inutile de chercher un endroit pour boire un café. Reste la lecture du *Winona Daily News*, journal dont les nouvelles reflètent bien l'époque actuelle. Alors que la police locale recherche les responsables d'un incendie criminel qui a détruit le lycée de la ville, des agents du FBI, à la poursuite d'un dangereux repris de justice, ont encerclé la modeste caravane qu'occupe M. Cook, dans un des campements des environs. Comme il a cru avoir à faire à des malfrats, il offrit quelque résistance et finit, lui-même, par être arrêté ! Bien qu'il y eut erreur sur la personne, il restera en prison car les représentants de l'Etat n'ont pas apprécié son attitude peu coopérative. C'est comme ça ! A quelques centaines de kilomètres de la caravane de M. Cook, dans les confortables salons du Chicago Hilton, Arlo Guthrie, le chanteur engagé des années 60, compagnon de route de Dylan, recevait la presse pour annoncer une bonne nouvelle. Le Christ lui a rendu visite et, en toute simplicité, s'est assis sous sa véranda. Dans ce pays, à part le *Winona Daily News*, plus personne ne prête attention à ce genre d'élucubrations. L'Amérique a toujours été un « paradis » pour les esprits religieux. Aujourd'hui, la crise sociale renforce les comportements irrationnels. On en trouve un exemple dans l'action militante des groupuscules chrétiens intégristes opposés à l'avortement. Excédés par leur isolement et surtout par la capacité de mobilisation de ceux et celles qui entendent défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, ces groupuscules de fanatiques s'engagent sur la voie de l'action terroriste. Depuis 1977, 452 cliniques ont été attaquées, 36 ont été plastiquées et 76 ont été incendiées... Des centaines de médecins et d'infirmières ont physiquement été pris à partie et, dernièrement, plusieurs médecins ont été assassinés. Certains travaillent avec des gilets pare-balles et ne se déplacent que sous la protection de militant(e)s pro-avortement. Dans les Etats conservateurs du sud et du centre, on ne trouve plus de médecins osant pratiquer une interruption de grossesse. La douce et souriante Mme Shannon, qui tout récemment a tiré sur un médecin, affirme devant les juges que : « C'est tout le contraire d'un assassinat puisque j'ai éliminé un assassin ! » La logique de ces fous de Dieu se fonde sur l'idée qu'une interruption de grossesse est un assassinat et qu'une clinique est un camp de la mort. Mme Shannon n'y va pas par quatre chemins, en déclarant que « les cliniques sont comparables à Auschwitz ». Elle n'hésite pas à mettre sur le même plan son action et celle de ceux qui luttèrent contre les régimes fascistes ou participèrent au mouvement pour les droits civiques ! Encore une interprétation révisionniste de l'histoire qui n'est pas pour déplaire au nouvel ami du chanteur Guthrie...

Charles Reeve

(Minneapolis, le mercredi 15 septembre 1993)



Haïti : la dictature s'auto-amnistie !

(suite de la « une »)

de les canaliser pour reproduire l'ordre dominant. Dans cette perspective, il n'a pas forcément intérêt à maintenir en place des dictatures sanglantes et trop souvent inefficaces en termes marchands, mais simultanément il sait qu'il ne peut faire des profits qu'en exploitant certaines couches sociales et populations. C'est un petit jeu où il y a forcément des perdants. Cela aussi s'organise.

Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, répète sans cesse qu'il lui est impossible de décréter la paix si les belligérants ne la font pas eux-mêmes. L'ONU n'a donc plus comme vocation première de chercher à apaiser un conflit, mais fonctionne comme une société de services. Elle est utilisée pour mettre en place un système politique présentable aux yeux de l'opinion publique internationale, lorsque le sort des armes aura décidé de qui est le plus fort dans tel ou tel coin de la planète. En fait, il suffit de laisser les conflits s'épuiser par eux-mêmes.

Ensuite il suffit au vainqueur de se revendiquer de la démocratie. Il sera accepté par la communauté internationale s'il prouve sa capacité à contrôler son territoire.

En Yougoslavie, en Russie, au Cambodge, en Afrique du Sud et bientôt en Palestine les politiciens n'en peuvent plus de se cacher derrière leur représentativité électorale et les frontières de leur Etat. Voilà l'avenir ! Haïti est sous les feux de l'actualité onusienne parce que ce discours n'y a pas encore été intégré par la classe dominante. Les vieilles habitudes dictatoriales ont la vie dure.

Le 30 octobre 1993 est une date butoir pour l'avenir politique de ce petit pays d'à peine sept millions d'habitants, dont la plupart font partie des plus pauvres de la planète. Il s'agit de savoir si l'oligarchie militaire va réussir à s'entendre avec le père Jean-Bertrand Aristide, élu démocratiquement le 16 octobre 1990 avec 66,7% des suffrages et que Cédras, colonel promu général et commandant des forces armées par Aristide, lui-même, a renversé le 30 septembre 1991.

L'accord signé le 3 juillet dernier entre les militaires et Aristide sera ou ne sera pas respecté, selon les possibilités de compromis.

Ce général Cédras exige une loi d'amnistie pour tous les crimes commis par sa dictature avant de prendre une retraite bien méritée, dit-il ! Plus de 4 000 assassinats ont été recensés (c'est un minimum) depuis le coup d'Etat et la terreur s'accroît au fur et à mesure de l'approche de la date fatidique.

L'ONU a entériné, le 17 octobre, le blocus naval américain, décrété unilatéralement le 16 octobre. La France a suivi... sans commentaire.

Il est légitime de se demander si la présence ostensible de navires de guerre a pour objectif de faire pression sur les dictateurs ou si plus vraisemblablement il s'agit d'impressionner une population qui pourrait essayer de fuir massivement vers les côtes américaines pour survivre aux conséquences d'un accroissement de la

répression et à une aggravation de la situation économique. Il s'agit bien d'empêcher que se répète l'exode de plus de 40 000 personnes terrorisées, affamées (en 1991) et refoulées par les garde-côtes et la police américaine.

Si les militaires haïtiens font preuve de tant d'arrogance, c'est qu'ils sentent bien que le père Aristide n'a pas un appui total des Etats américains et français ni de l'ONU ni du pape.

La hiérarchie catholique reproche depuis toujours au père Aristide son attachement à la théologie de la libération et à l'Eglise populaire, son activisme dans les quartiers pauvres et les bidonvilles qui ont fait de lui une sorte de héros du peuple un tantinet prophète. Jean-Paul II ne pouvait que faire la queue. Et il est vrai qu'il ne s'est pas privé de lui mettre des bâtons dans les roues au curé du peuple ! Il a même envoyé un nonce le représenter à Port-au-Prince en 1992, alors que nombre d'ambassadeurs étaient rappelés par leurs gouvernements tant la répression était féroce.

Et puis les Etats restent méfiants face à cette nébuleuse mystico-sociale sur laquelle s'appuie Aristide. En Haïti pullulent toutes sortes d'Eglises, de sectes chrétiennes, diffusant un

« Ce général Cédras exige une loi d'amnistie pour tous les crimes commis par sa dictature »

discours ambigu qui en appelle à la fraternité humaine, à une sorte d'égalité charitable, à la paix. Nombre d'observateurs n'ont pas manqué d'y voir une sorte d'aspiration millénariste communautaire, toujours sulfureuse pour le pouvoir. Il s'agit donc pour les Occidentaux de garder en réserve les moyens nécessaires pour contrôler une situation qui pourrait déraiper et leur échapper. Il n'y a pas vraiment de soucis à se faire puisque l'armée et la police haïtiennes sont totalement dépendantes des finances américaines et contrôlées par les experts militaires ad hoc.

D'ailleurs, il semble bien qu'Aristide ait déjà cédé sur l'essentiel des exigences militaires. Comme au Chili, une loi d'amnistie sera promulguée pour couvrir toutes les exactions, la hiérarchie maintenue... Finalement, sa fonction de Président sera toute honorifique et soporifique. L'oligarchie qui contrôle toute l'économie a bien raison de penser que rien ne changera vraiment et qu'elle continuera à s'en mettre plein les poches.

La seule inconnue reste, bien entendu, de savoir quelle pourrait être une réaction sociale. L'exil doré de Duvalier en France en février 1986 n'avait malheureusement pas mis fin à la condition de quasi esclavage dans laquelle est maintenue la population. Si les Tontons macoutes ont disparu, ils ont tout aussi bien été remplacés par les auxiliaires de police et les milices qui assassinent ouvertement et impunément les militant(e)s de syndicats et d'associations sans même s'inquiéter de la présence d'observateurs étrangers.

Depuis de nombreuses années, les espoirs de voir s'améliorer son sort a conduit la population à écouter Aristide, en dépit de la répression, des tortures, des disparitions. Peut-être retrouver son poste de Président élu démocratiquement, sans donner satisfaction à quelques-unes des revendications économiques, sans mettre un terme à la répression, sans chercher à trouver et à juger les assassins ? Cela paraît inimaginable, et pourtant aucun programme d'investissement financier international conséquent n'est prévu en Haïti. Personne ne semble vraiment s'efforcer de l'impunité des militaires. La France, comme les Etats-Unis, ne souhaite qu'une seule chose : enterrer l'affaire. Cela sera insuffisant pour changer le cours de choses. La situation économique, déjà ingérable, ne peut que se dégrader et perdurer. Il est probable que de nouvelles tensions sociales apparaîtront, ce qui ne manquera pas de susciter de nouveaux coups d'Etat... Le gouvernement actuel, dirigé par Malval, nommé par Aristide et chargé en quelque sorte de préparer le retour du Président, se heurte déjà à un blocage systématique de Cédras et de l'oligarchie financière. Un cercle infernal. Il n'y a probablement aucune issue politique possible pour Haïti dans le cadre du capitalisme.

Les anarchistes n'ont jamais été partisans de la politique du pire, et ont au contraire toujours affirmé que l'amélioration de conditions de vie sociales et économiques permettaient de créer les conditions de transformations plus profondes. Le fait est que l'Eglise populaire, s'appuyant sur la théologie de la libération, peut apparaître comme progressiste et sembler porteur d'émancipation. Des prêtres, engagés dans les luttes sociales, dénoncent parfois avec virulence l'exploitation et l'oppression subies par des populations marginalisées, sous-alimentées, vivant dans des conditions intolérables.

La religion chrétienne, très implantée, joue un rôle important et la présentation d'un Christ rédempteur et salvateur peut arriver à catalyser les espoirs en un futur meilleur... au paradis, bien entendu.

Il n'empêche que c'est une belle fumisterie, et que les curés qui en sont les propagandistes sont loin d'être des innocents. Les structures sociales qu'ils créent et financent sont parfaitement contrôlées et ne font que dans l'humain (cantine, écoles, dispensaires...). Elles servent à encadrer et à canaliser les revendications.

Lorsque l'expérience et la réflexion des gens les amènent à remettre en cause l'organisation et le sens de ces structures, le couperet tombe très vite. Plus de finances, d'appui... y compris pour le curé qui dépasse les limites tolérables.

Depuis quelques années, les exemples se sont multipliés et l'action de cette « Eglise de gauche » commence à être contestée parce qu'au bout du compte elle finit toujours par faire des compromis avec l'ordre social dominant. Il n'est pas suffisant de rendre la misère plus supportable. De plus, en Haïti, les sectes, très présentes, ne donnent aucune perspective et distillent le fatalisme, la soumission et la pénitence. Impossible dans ces conditions qu'un mouvement social pousse Aristide à entrer en conflit avec l'oligarchie. Celui-ci est vécu comme le sauveur, celui dont tout dépend et dont on attend tout. C'est un piège pour lui comme pour la population, mais pour le moment personne ne veut rompre ce charme morbide.

Bernard (gr. Déjacque - Lyon)

La « guerre » scolaire n'aura pas lieu

LA « GUERRE » SCOLAIRE n'aura pas lieu, et pas plus aujourd'hui que demain. Bien sûr, parce que la paix sociale l'exige, surtout en ces temps de restructuration du capitalisme français, mais aussi du fait que la population française ne semble pas encore prête. Regardons les privatisations décidées par le gouvernement Balladur : à la quelques années, la gauche aurait râlé et par là-même les « ténors » du Parti socialiste ; aujourd'hui pas même une oreille ne bouge. Le consensus gauche-droite sur la gestion de l'Etat fonctionne à merveille. Grâce à l'apathie quasi-générale, et au fait que pour un maximum de gens, Balladur peut être synonyme de relance économique et le seul capable d'éviter l'explosion sociale, le gouvernement se la joue cool et pas du tout pressé. Il a toutes les cartes en main. Mais, hélas pour lui, l'école fait encore bouger les individus. On l'a vu en 1984 lorsque le gouvernement social-démocrate a voulu nationaliser l'école privée. Là, retour de manivelle et revanche sociale, c'est la loi Falloux qui a failli en faire les frais. Mais ce n'est pas le moment. Sans doute Bayrou et ses petits copains attendent-ils avec impatience 1995 et les Présidentielles ? D'ici là, on peut parier que les individus auront fini par être complètement atomisés, détruits par les mesures sociales et économiques mises en place tout d'abord par les socialistes, puis par la droite ; ils n'oseront plus bouger, et dès lors, cette « guerre » scolaire n'aura plus lieu d'être. Bayrou a bien joué le coup. En nommant la commission Vedel, il a repoussé un débat épineux et annihilé une mobilisation.

Et oui, que la gauche doit être triste ! Et surtout le PS. Lui qui avait dû voir dans cette réforme une remobilisation de ses militants et de ses sympathisants, juste avant son congrès du Bourget, histoire de se refaire une santé. Mais mobiliser

« Vraiment, les sociaux ont la mémoire sélective et courte. »

pour défendre quoi, au juste ? Eh bien la laïcité ! Mais se rappellent-ils au moins que le 13 juin 1992, Lang, alors ministre de l'Education nationale, a signé le fameux accord Cloupet-Lang, où quelques milliards ont été généreusement versés à l'école privée confessionnelle ?

Vraiment, les sociaux ont la mémoire sélective et courte. Malgré cela, on voit poindre comme à Villeurbanne, un front laïc et républicain, qui se dit prêt à se mobiliser à tout moment pour défendre la sacrosainte laïcité : il faut bien qu'en ces temps de crise idéologique, les « gens de gauche » se raccrochent à une de leurs valeurs.

Mais comment peut-on définir la laïcité ? Au siècle dernier, elle est devenue, et l'est encore, la valeur sûre de la bourgeoisie pour garder le contrôle des consciences et contre-carrer la puissance cléricale. Elle a favorisé l'émergence d'un système binaire, les curés d'un côté, les laïcs de l'autre, dont le but est le Pouvoir. Elle a donc toujours été étroitement liée à la démocratie et à l'Etat. On peut la comparer à une certaine « neutralité » demandée aux individus vis-à-vis de leur appartenance politique et/ou religieuse. Elle sert à faire fonctionner la machine étatique, un point c'est tout. Mais bien évidemment, les anarchistes ne sont pas neutres et ne le seront jamais. Nous ne serons jamais non plus ni pour la démocratie ni pour l'Etat. Nous ne pouvons par conséquent être laïcs : nous sommes porteurs d'un projet social libertaire et fédéraliste.

Mais à mon avis, les problèmes se situent ailleurs. L'attaque de la loi Falloux cache deux enjeux plus « gênants » pour l'école publique. Le premier vient de l'ingérence de plus en plus flagrante du patronat dans l'école. Tout d'abord, on a eu la régionalisation à la sauce Millon, l'alternance école-entreprise, on a maintenant l'apprentissage dès quatorze ans, avec la réouverture des Classes préparatoires à l'apprentissage (CPA). Les organisations professionnelles patronales et les entreprises veulent la maîtrise totale sur l'apprentissage. Mais entendons-nous bien ; nous ne sommes pas contre l'apprentissage chez l'enfant : qui dit développement des capacités, dit développement aussi bien au niveau manuel qu'intellectuel. Ce que nous condamnons, c'est évidemment le but et la méthode de ce qui est mis en œuvre. Le système social et éducatif allemand fait des envieux parmi les capitalistes français. Et la restructuration du capitalisme passe nécessairement par le contrôle sur l'école. Dans combien de temps la privatisation de l'Education nationale ?

Le deuxième enjeu qui me paraît important, c'est la reconquête spirituelle, la reprise en main de la population par la droite catholique. Lorsque Pasqua demande à l'Eglise catholique d'être présente dans les banlieues, ce n'est pas par hasard. Au siècle dernier, les catholiques ont reproché à l'école de la République d'avoir détruit l'identité catholique. En acceptant la notion de laïcité, ils se sont ralliés à cette République. Et actuellement, ils demandent la tenue d'une « nouvelle laïcité », qui se voudrait plus respectueuse de l'identité catholique. Car c'est bien cela que la population française doit retrouver, selon eux : une identité française et catholique. Et on voit surgir plus clairement les valeurs dont était porteur Pétain et sa clique. C'est la Révolution nationale en 1933, non le retour de l'ordre moral, juste la continuation au cours des

ans de la moralité réactionnaire que la société a bien voulu générer. Après les ennemis de l'extérieur, voilà ceux de l'intérieur : les laïcs, les athées. En voulant abroger la loi Falloux, la droite a voulu faire passer démocratiquement ce que Pétain avait imposé. En voulant donner plus de moyens financiers aux écoles confessionnelles, elle veut satisfaire son électoral catholique, confirmer une pseudo-nationalisation des écoles privées que la gauche avait commencée, et permettre à un maximum d'enfants d'aller se faire bourrer le crâne de morale chrétienne. En attaquant l'école publique, elle pense trouver le ciment qui doit former la société

« On ne peut contraindre les gens à adhérer à un système. »

française. Nationalisme et catholicisme font bon ménage chez les barbeaux.

Ainsi donc, les luttes contre l'Etat et contre le Capital sont plus que jamais d'actualité. Elles sont indissociables. Ceux qui ne prônent que la lutte contre le capital et veulent la « nationalisation laïque de l'enseignement » (l'Ecole émancipée de septembre 1993) se fourrent le doigt dans l'œil. On ne peut contraindre les gens à adhérer à un système. C'est une façon autoritaire que nous ne pouvons que condamner. Nous autres, anarchistes, n'avons pas à vouloir la nationalisation ou la privatisation de telle ou telle école. Nous n'avons pas à faire de choix : l'une comme l'autre ne peut nous satisfaire. Francisco Ferrer, à son époque, dénonçait déjà l'école laïque et confessionnelle d'être des instruments d'esclavage, des moyens de domination, des contraintes. Nous devons donc avancer nos propositions en matière d'éducation, d'organisation du système éducatif. Il nous paraît important de tendre vers un véritable service public d'éducation, tenant compte des besoins des enfants, des établissements, des communes, des régions, favorisant toutes les pédagogies non-directives, pour la liberté de l'enfant, pour son autonomie, pour le développement de ses capacités, et celui-ci provoquera tout simplement la fin de l'école privée confessionnelle et de l'influence de l'Eglise.

Mais il paraît évident que sans aucun mouvement social d'envergure, où les syndicats, les parents d'élèves, les élèves ont toute leur place, l'Etat et le Capital auront la part belle et la victoire facile. Retrouvons-nous les manches, il y a du boulot à faire. L'anarchie en vaut la chandelle, non ?

Jérôme
(gr. Kronstadt - Lyon)

Associations

PARIS : CONCERT DE SOUTIEN A « RÉFLEX » (RAPPEL)

Lundi 1^{er} novembre à 17 h, un concert de soutien à l'association antifasciste « Réflex », animé par les groupes Kochise (Agen), Réfractaire 90 et La Soupe aux clous, se déroulera au 14, rue de Nanteuil (M^e Plaisance), 75014 Paris. Tél. : 42.5099.43. Buffet, boissons et table de presse seront assurés. Entrée : 40 F.

PARIS : TOURNÉE DE CONFÉRENCES DES INDIENS GUATÉMALTÈQUES DES CPR (RAPPEL)

Le collectif Guatémala vous invite le jeudi 4 novembre à 18 h à la conférence, animée par des Indiens des Communautés populaires en résistance (CPR), luttant de façon non-violente contre l'armée, à l'Espace Kronenbourg, 30, avenue Georges V, 75008 Paris.

Les CPR seront le 5 novembre à Nevers, le 6 au CCO de Villeurbanne (39, rue Georges-Courtelino) de 14 h 30 à 22 h, le 7 à Grenoble, le 8 à Montpellier, le 9 à Bordeaux, le 10 à Angoulême et le 11 à Nantes.

PARIS : V^e FESTIVAL (NON MIXTE) « QUAND LES LESBIENNES SE FONT DU CINÉMA »

Débuté le mercredi 27 octobre par une soirée inaugurale à 19 h, le V^e festival « Quand les lesbiennes se font du cinéma » se déroulera jusqu'au dimanche 31 octobre inclus au Centre culturel de la Clef, 21, rue de la Clef (M^e Censier-Daubenton), 75005 Paris.

Du jeudi au dimanche, les projections se déroulent de 12 h à 24 h. Il s'agit de films (fictions, documentaires) de tous les pays, la plupart inédits. Un prix des spectatrices couronnera ce festival. En parallèle, seront exposées des œuvres d'une douzaine d'artistes lesbiennes, un débat sera assuré chaque jour, un espace de rencontres sera ouvert ainsi qu'une cafétéria (fonctionnant de midi à minuit). Fête de clôture le dimanche soir avec la participation du groupe Belladonna 9 CH à la Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris.

Pour accéder au festival, l'adhésion à l'association « Cineffable » est obligatoire (cela garantissant la non-mixité), soit 50 F. Une carte personnelle de dix billets coûte 250 F ; cinq billets : 150 F et le ticket : 35 F.

Association « Cineffable », 37, avenue Pasteur, 93100 Montreuil. Tél/fax : 48.70.77.11

PARIS : JOURNÉE D'ÉTUDE SUR « PROUDHON : SA CORRESPONDANCE ET SES CONTEMPORAINS »

Lundi 6 novembre, au Foyer international d'accueil de Paris (FIAP-Jean-Monnet), 30, rue Cabanis M^e Glacière, 75014 Paris, se déroulera une journée d'étude sur « Proudhon : sa correspondance et ses contemporains » à l'initiative de la Société Pierre-Joseph Proudhon.

Cette journée débutera à 9 h par un exposé introductif de Bernard Voyenne : « Proudhon épistolier » ; suivront, en matinée, divers exposés sur le thème suivant : « Itinéraire intellectuel : maîtres et amis », avec Chantal Gaillard : « Lettre à Michelet », Jean-Paul Thomas : « Proudhon et Just Muiron », Georges Navet : « Lettres à Joseph Tissot », Raimondo Cagiano De Azevedo : « Malthus et Proudhon d'après la correspondance de Proudhon », Françoise Fichet-Poitrey : « Proudhon et Blanqui », Patrice Rolland et Jacques Bouché : « De l'amitié dans la correspondance de Proudhon », Pierre Ansart : « Lettres à sa femme ». En après-midi (après une pause entre 12 h 30 et 14 h), divers exposés se feront sur le thème suivant : « Politique et philosophie », avec Bernard Voyenne : « Les amis très proches », Marc Vuilleumier : « Les correspondants de Proudhon en Suisse », Bruno Verlet : « Lettres au citoyen Rolland », René Mestre : « Le prolétaire et le prince », Patrick Cingolani : « "Un complot réel", Baudelaire correspondant de Proudhon », Patrice Rolland : « Les correspondants de Proudhon : un exemple, Charles Renouvier », Gaston Bordet : « Lettres à l'abbé Lenoir », Jacques Bouché : « Correspondance sans lettres » (Auguste Blanqui). A 17 h 30, se déroulera l'Assemblée générale de la Société Proudhon, suivie d'un verre de l'amitié. Entrée libre.

Société Pierre-Joseph Proudhon, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

CONCARNEAU : CONFÉRENCE AUDIOVISUELLE SUR LA GUYANE DANS LE CADRE DE JOURNÉES D'INFORMATION SUR LES AMÉRINDIENS

Dans le cadre de journées d'information sur les populations amérindiennes qui se dérouleront du 2 au 21 novembre à Concarneau et Trégunc, l'Association d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique (AISIA), en collaboration avec l'ACAC et l'association Grand Ecran vous convie le jeudi 4 novembre à une conférence audiovisuelle sur la Guyane, qui se déroulera au CAC de Concarneau à 17 h 15 puis à 20 h 30. Entrée : 15 et 25 F. Par ailleurs, une exposition permanente se déroulera du 2 au 21 novembre au CAC de Concarneau. (Dans les prochains numéros du ML, nous reviendrons sur le détail des manifestations, NdR.)

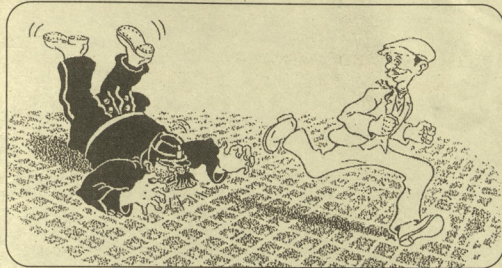
Association d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique (AISIA), BP 5, 29910 Trégunc.

LILLE : RENCONTRE AVEC LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU NORD/PAS-DE-CALAIS AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

Le Centre culturel libertaire de Lille vous invite à débattre avec des agriculteurs respectueux de l'environnement, partisans des échanges Nord-Sud, ouverts sur le monde ouvrier et les associations de consommateurs, adversaires de la FNSEA et promoteurs d'un syndicalisme de transformation sociale... à savoir plusieurs militants de la Confédération paysanne du Nord/Pas-de-Calais. Cette rencontre-débat aura lieu le samedi 13 novembre à 15 h au CCL Benoît-Broutchoux, 12, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.

BANDE DESSINÉE

Broutchoux l'anarcho aminche du populo



A l'heure d'un *Germinal* qui nous propose la vision caricaturale d'un bourgeois bien pensant, de la mine et de ses exploités, la réédition (1) des *Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux* apparaît comme une leueur dans le crassier de l'exception culturelle, comme un coup de grisou pour une fois salubre dans le conformisme de rigueur.

C'est l'histoire en BD d'un gars anarcho, aminche du populo, animateur et agitateur CGT dans le pays minier. Le zigzag avec son blase qui

sent le terroir est né en 1879 à Monceau-les-Mines d'où il est chassé après avoir mis une torgnole à une gueule de vache. Interdit de séjour dans le Nord, il s'exile... Arrivé dans le Nord, le bougre milite pour la Sociale. Son poteau, Pierre Monatte, disait à propos de Broutchoux dans *la Révolution prolétarienne* que : « son anarchisme n'était pas doctrinaire. Il était fait de syndicalisme, d'anti-parlementarisme, de libre-pensée, d'amour-libre, de néo-malthusianisme, et de beaucoup de gouaille » (2). Bref, un, comme on

le aime, un qu'a pas froid aux yeux et qu'est pas un ayatholla !

Une BD dans le style des *Pieds Nickelés*, autres voyous anarchistes, pour le dessin et une verve popu à la Pouget pour le texte. Un album bien documenté du point de vue historique, graphiquement très réussi, des témoignages et de bien belles photos de l'ancien temps. En attendant de voir Broutchoux au ciné, un vrai plaisir de lire, un exemple à suivre pour conserver la mémoire de nos révoltes et pour diffuser la culture libertaire. (3)

Hugues
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

- (1) Première édition 1979, Le Dernier terrain vague.
- (2) Préface p.6, Edition 1993.
- (3) *Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux* par Phil Casoar et Stéphane Callens, co-édition Humeurs Noires (BP 79, 59370 Mons-en-Barœul) et Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille), 1993. Ouvrage à commander au CCL ou à la librairie du Monde Libertaire au prix de 60 F.

RADIO LIBERTAIRE

Un chouette gala

Le mardi 19 octobre, se tenait donc au Passage du Nord-Ouest le gala de soutien à Radio Libertaire, que nous vous avions annoncé depuis quelques semaines déjà. Eh oui, faire vivre une radio, c'est dur. Cela nécessite le soutien de toutes les bonnes volontés, des auditeurs, qui ont répondu présents, et c'est peu dire... La salle était comble. Environ 400 personnes venues voir des artistes de talent : Louis Capart, Marie-Josée Vilar, Gilles Servat et Catherine Ribeiro. Des voix, des textes, de l'émotion et de la révolte...

Le spectacle a été à la hauteur de ce que pouvait en attendre le public. D'autant plus qu'un gala de Radio Libertaire, ce n'est pas un simple concert. C'est aussi l'occasion pour les auditeurs de rencontrer les animateurs de la radio et les militants de la Fédération anarchiste, et d'organisations qui nous sont proches.

Notons que tous les artistes s'étaient réellement engagés pour Radio Libertaire : le soutien était évidemment gratuit !

Remercions également le Passage du Nord-Ouest de nous avoir gracieusement prêté la salle pour l'occasion.

En attendant, auditrices et auditeurs de Radio Libertaire, n'oubliez pas après ce concert que RL a toujours besoin de votre soutien et que des cartes d'auditeurs sont en vente 100 F à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

B.D.

SÉLECTION RL

- Samedi 30 octobre, 16 h 30 - 18 h : « Sant toit ni loi ».
- Lundi 1^{er} novembre, 8 h 30 - 10 h 30 : « Lundi matin » (infos et revue de presse).
- Mercredi 3 novembre, 12 h - 16 h 30 « Le Manège » (musique, littérature).

LYON
RADIO CANUT
(102.2)
« IDÉES NOIRES »
MERCREDI
21 H - 22 H

LYON
SAMEDI 13 NOVEMBRE
20 H
concert de soutien
à La Plume Noire
(librairie de l'Union régionale
Rhône-Alpes de la FA)
avec
JEAN-MARC LE BIHAN
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc
69001 Lyon

L'ÉCOLOGIE EN ACCUSATION

« L'Imposture écologiste »

Philippe Pelletier - Géographiques Reclus

SANS AUCUN DOUTE l'écologie politique fait-elle moins recette dans les médias depuis les revers électoraux des Verts et de Génération écologie.

Grandeur et décadence d'organisations croyant être en capacité de jouer dans la cour des grands en quelques mois alors que le monde politique a ses préséances et ses règles, auxquelles il convient de se plier pour « réussir ».

Leurs leaders sont apparus pour ce qu'ils et elles sont : des apprentis califes, prêts à beaucoup trop de compromissions pour leurrer plus longtemps ce qu'il reste d'électeurs et d'électorats.

Pourtant l'écologie politique a été un vecteur par lequel nombre d'aspirations à « vivre autrement » s'étaient engouffrées depuis une bonne quinzaine d'années. Combien de militants et de militantes, y compris libertaires, se sont faits vampiriser par un mouvement qui semblait pouvoir transformer de fond

en comble la pensée politique et la pratique sociale ? Que de désillusions pour beaucoup !

Encore que l'écologie peut certainement survivre à une éventuelle disparition des partis écologistes ! Il convient donc de comprendre le phénomène.

C'est à cet effort de réflexion et à cet indispensable besoin de lucidité que nous invite Philippe Pelletier avec son livre *L'Imposture écologiste*. Il est urgent de se questionner sur le sens de nos actes et de nos propositions avant que les faits ne viennent nous démentir et nous détruire. Élémentaire, et pourtant... L'imposture ne peut perdurer que dans la mesure où nous lui prêtons quelque crédit. (Précisons que cet ouvrage a été écrit presque un an avant la dernière pantalonnade électorale et que les aléas de l'édition font qu'il n'a été publié que fin mai 1993. Dommage.)

Dans l'écologie, il y a mélange pseudo-savant des domaines scientifique, philosophique et militant.

Pourquoi une science, l'écologie en l'occurrence, conduirait-elle nécessairement à un militantisme, fut-il écologiste ?

Pourquoi tenter de chercher une réponse aux rapports homme-nature dans une interprétation de la science écologiste comme le prétend l'intégrisme naturaliste ?

Comment expliquer les dérives éco-fascistes sans évoquer tout l'intérêt que portent les mouvements d'extrême droite à la nature ?

Faut-il s'étonner des liens entre mysticisme écologiste et religion, entre la nature déclarée pure et vierge et cet « homme » méchant, destructeur, prédateur, qu'il faut punir, contrôler et purifier ?

Pourquoi les écologistes dénoncent-ils le productivisme et non le capitalisme en « oubliant » que l'objectif du système n'est pas de produire mais de faire du profit ?

Comment expliquer leur ambiguïté vis-à-vis de l'Etat, leur sympathie pour le régionalisme et la subsidiarité ?

Quelles couches sociales représentent-ils ?

Autant de questions posées et analysées à partir des déclarations des écologistes eux-mêmes. Et il faut reconnaître que les citations sont bien souvent révélatrices et décourageantes ! Quelques exemples :

— lorsque Brice Lalonde affirme qu'il faut « considérer la société du point de vue de la nature », cela fait réfléchir. Quel message (divin ?) y a-t-il à lire ? C'est quoi le « point de vue de la nature » ?

— plus grave encore, lorsque Lebreton affirme qu'« il existe des races humaines... comme il existe des mésanges bleues et des tins de montagne », alors que toutes les découvertes scientifiques ont montré l'inanité de la notion de « races humaines » ! Où veut-il en venir ? Quel projet social défend-il ?

Au bout du compte, la critique de l'écologie proposée par le

En soutien au festival
« Notes en Bulle »
d'Artigues (Ariège)
l'association
« Els Segadors »
présente
SERGE UTGÉ-ROYO
ALAIN AURENCHÉ

DIMANCHE 31 OCTOBRE
15 heures

au local de la CNT-AIT
33, rue des Vignoles
(M^o Avron) 75020 Paris.
Prix : 60 F.

Sur les ondes de
RADIO LIBERTAIRE
(89.4)

jeudi 4 novembre
9 heures
ÉRIC PÉTETIN
(opposant au tunnel
du Somport et à l'axe
Pau-Saragosse)
viendra défendre
la vallée d'Aspe

(1) *L'Imposture écologiste*, Philippe Pelletier, collection Géographiques Reclus (Maison de la Géographie, 17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier), 1993. Prix : 95 F (port non compris). En vente à la librairie du Monde Libertaire.

GERMINAL...

C'était à La Ricamarie en 1869

LE 16 JUIN 1869, à La Ricamarie, dans le quartier du Brûlé, les soldats du 4^e de ligne, commandés par le capitaine Gausserand, ouvrent le feu contre des mineurs grévistes et leurs familles. La fusillade fait quatorze morts, dont une fillette de dix-sept mois, tuée de deux balles, dans les bras de sa mère, elle-même grièvement blessée.

La Ricamarie est une petite ville dans la banlieue stéphanoise. Au moment du drame, les mineurs du bassin de la Loire sont en grève depuis une dizaine de jours. Leurs revendications portent sur la journée de huit heures, l'instauration des délégués ouvriers à la sécurité, l'augmentation des salaires et leur unification pour toutes les compagnies du bassin.

Les mineurs veulent aussi que leur caisse, « La Fraternelle », créée en 1866, sur l'initiative d'un mineur de La Ricamarie, Michel Rondet, remplace les « caisses de secours » des compagnies. Celles-ci prélèvent les cotisations sur les salaires mais n'acceptent aucun contrôle, ne redistribuent que de maigres prestations, l'essentiel des fonds allant à leurs « bonnes œuvres ». La solidarité n'est pas un vain mot chez les mineurs et les collectes, les jours de paie, permettent de venir en aide aux plus démunis.

Soutenues par les autorités, les compagnies demeurent intransigeantes. La lutte est dure, la police de Badinguet (1) traque les « meneurs ». Les réunions des comités de grève se tiennent la nuit, dans les bois, et il faut parfois de longues marches à travers la campagne pour s'y rendre. La chasse aux « renards » provoque des heurts, devant les puits, avec la troupe chargée de faire respecter la « liberté du travail ».

Au 4^e régiment de ligne vient bientôt se joindre le 17^e et, le 15 juin, la presse annonce l'arrivée du général-comte Palikao. Les effectifs les plus importants sont concentrés à La Ricamarie où les mineurs, autour de Michel Rondet, sont particulièrement combattifs.

Le 16, des grévistes se rendent au puits de l'Ondaine pour s'opposer au chargement de voitures de charbon destinées aux aciéries Dorian-Holtzer, à Unieux. Trois cents soldats font prisonniers quarante mineurs. Alertés, d'autres grévistes, les familles des prisonniers, des amis accourent dans le quartier du Brûlé pour barrer la route à la troupe qui tente d'emmener les mineurs capturés à la prison de Saint-Etienne.

Les soldats sont surexcités par le vin que les compagnies des mines ont abondamment fourni. Quand le capitaine Gausserand ordonne le feu

ils tirent à deux reprises dans toutes les directions. Un paysan, le père Georget est abattu dans le champ où il travaille. Ivre de rage, le lieutenant Duban plonge son sabre dans la gorge de Rose Boileau, veuve d'un mineur victime d'un éboulement et dont le fils se trouve parmi les prisonniers. Douze cadavres jonchent ce chemin creux que l'on appellera désormais la « tranchée rouge ».

Fleurine Basson, bien que gravement blessée, a emmené le corps de

« Tout ce qui sert de projectile [...] pleut sur la soldatesque. »

sa petite Marguerite foudroyée dans ses bras. Les blessés sont nombreux, près de soixante, dont une dizaine d'enfants. Les soldats ont utilisé leurs nouveaux fusils, des Chassepot... fabriqués tout près d'ici, à la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne.

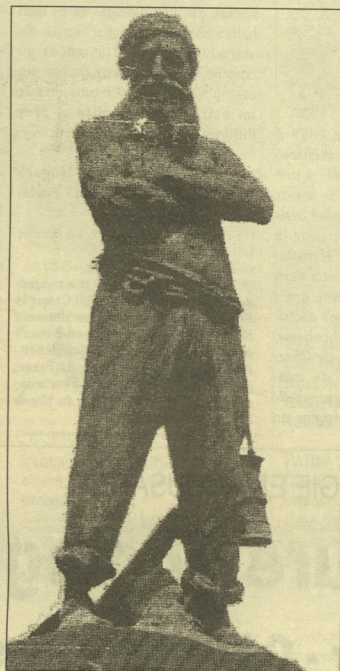
A Saint-Etienne, la nouvelle du drame se répand comme une traînée de poudre. Pour regagner sa caserne, la troupe du capitaine Gausserand doit traverser des quartiers ouvriers au pas de course. Tout ce qui peut servir de projectiles, y compris le contenu des pots de chambre, pleut sur la soldatesque. (Le capitaine Gausserand sera bientôt fait chevalier de la Légion d'honneur ! En 1870, son régiment sera envoyé sur le front de l'Oise. Parmi ses soldats, trois mineurs de La Ricamarie. Le 16 août, le capitaine Gausserand sera tué d'une balle dans la nuque...)

Après le 26 juillet, la grève s'effiloche. Les compagnies lâchent quelques concessions : de petites augmentations de salaires ; la présence au fond ramenée à dix heures (huit heures de travail, deux heures de repos) ; la centralisation des caisses de secours où les mineurs auront des représentants. Mais en même temps, soixante-deux mineurs sont condamnés à des peines de quinze jours à quinze mois de prison ferme.

Ces événements ont mis en évidence la forte personnalité de Michel Rondet qui n'a que peu de rapport avec le personnage principal de *Germinal*, Etienne Lantier.

Fils de mineur, Michel Rondet commence très jeune à travailler au fond. En 1866, âgé de vingt-cinq ans, il crée la Caisse fraternelle des ouvriers mineurs de la Loire, qui regroupe bientôt 8 000 adhérents (sur 18 000 ouvriers).

Son action persévérante pour développer les caisses de secours, les caisses de retraites, le font qualifier par certains de « réformiste ».



La statue de Michel Rondet à La Ricamarie.

Certes, il a un peu trop tendance à accorder sa confiance à l'action sur le plan parlementaire et à soutenir des candidats « républicains ». Cependant, son rôle déterminant dans la lutte des mineurs lui vaut une condamnation à sept mois de prison. Il est toujours présent dans les mouvements populaires. Le 4 septembre 1870, à la proclamation de la République, avec les mineurs de La Ricamarie, il s'empare de la

« Les compagnies n'ont pas la mémoire courte. »

mairie. Du 24 au 28 mars 1871, il participe à la brève Commune de Saint-Etienne. Il écope de cinq ans de prison.

En 1877, à sa sortie de la prison de Riom, il est méconnaissable, amaigri, vieilli, épuisé. Il n'a pourtant que trente-six ans. Et il lui est impossible de trouver du travail dans les mines. Les compagnies n'ont pas la mémoire courte ! Finalement, par une ruse, il parvient à s'embaucher au fonçage d'un puits à Saint-Etienne. Et il reprend rapidement son activité syndicale. En 1881, il organise le congrès des mineurs de Saint-Etienne et en 1883 le congrès national, toujours à Saint-Etienne où

se constitue la Fédération nationale. Michel Rondet en est le secrétaire général jusqu'en 1896.

C'est en 1884 que Zola écrit *Germinal*. Auparavant, il vient dans la région stéphanoise et séjourne au château Dorian à Unieux. Dorian, député républicain, est le gendre du maître des forges Jacob Holtzer. Zola consulte les rapports officiels et, notamment celui du capitaine Gausserand. Il lit la *Gazette des tribunaux* sur les procès qui suivent la fusillade de La Ricamarie et celle d'Aubin, dans l'Aveyron (où quatorze mineurs furent tués par la troupe le 8 octobre 1869).

En avril 1884, Zola se rend à Anzin où une grève, qui va durer cinquante-six jours, a éclaté le 21 février. Guidé par un député, il peut voir des mineurs en chair et en

os, et rencontre Basly. Dans la préface de son livre *Michel Rondet* (2), André Philippe (Claude Lioger), écrivain originaire de La Ricamarie, remarque que « Zola n'a consulté que ce qui est officiel ». Paul Lafargue le lui reproche d'ailleurs dans des articles publiés vers la fin du siècle dernier. « En somme, écrivait Lafargue, Zola agit comme les reporters de journaux. Ainsi on raconte que Zola fit dessiner un mineur grandeur nature dans toutes les positions qu'il prend pendant son travail pour pouvoir le décrire dans *Germinal*. » Et Paul Lafargue concluait : « Zola voit en passant, avec l'œil de l'artiste, l'extérieur des choses qu'il retient et comme il possède un grand talent d'exposition, il cadre la banalité de ses observations derrière des tableaux d'un coloris romantique qui envoient et captivent le lecteur, mais ne le transportent pas sur les lieux de l'action, et ne lui en donnent pas la représentation exacte. »

A propos de l'avant-première de *Germinal* à Lille, en présence de Mitterrand et de l'élite rose, le *Canard enchaîné* du 29 septembre 1993 observait que cette gauche « prête les mineurs de cinéma aux vrais ».

Pour ce qui est du grand amour des sociaux pour les vrais mineurs, je peux apporter le témoignage suivant.

En 1948, les mineurs de tous les bassins font grève pendant deux mois, un mouvement très dur qui se termine par une sévère défaite. Le vendredi 22 octobre, vers 15 heures, les mineurs, appuyés par de nombreux métallos, harcèlent les « forces de l'ordre » qui occupent le carreau du puits Cambefort, à Firminy. Soudain éclate un terrible vacarme : tirs d'armes automatiques, détonations de grenades et aussi, nettement perceptible, le sinistre sifflement des balles. Les mineurs refluent, certains tombent, fauchés par les fusils-mitrailleurs. L'un d'eux, la poitrine ensanglantée est soutenu par ses compagnons. C'est le mineur Antonin Barbier. Il va mourir dans les instants qui suivent. On relève quinze blessés dont Marcel Goïo, l'abdomen cinq fois perforé par une rafale. Il mourra après deux ans de calvaire.

Ces événements se sont déroulés à quelques kilomètres de La Ricamarie, soixante-dix-neuf ans après la fusillade du Brûlé. Le ministre de l'Intérieur qui avait commandé le feu s'appelait Jules Moch. Un « socialiste » !

Sébastien Basson

(1) Badinguet : surnom de l'empereur Napoléon III.

(2) C'est de ce livre que sont extraits les éléments essentiels qui ont permis de rédiger cet article.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Haïti : la dictature s'auto-amnistie ! (suite p. 5), Du droit à l'avortement au procès de Bobigny (suite p. 4), Editorial : Air France : crash du plan Attali.
PAGE 2 : Contre la guerre.
PAGE 3 : Remous dans la presse, Bernard Pétillot révoqué, Infos FA, Avis d'« Art et anarchie ».
PAGE 4 : Du droit à l'avortement au procès de Bobigny (suite de la « une »), Infos FA..
PAGE 5 : L'Amérique « paradisi » des religieux (billet américain 5), Haïti : la dictature s'auto-amnistie ! (suite de la « une »).
PAGE 6 : La « guerre » scolaire n'aura pas lieu, Associations.
PAGE 7 : Broutchoux l'anarcho... aminché du popolo, « L'Imposture écologiste » de Philippe Pelletier, Un chouette gala, Sélection RL.
PAGE 8 : C'était à La Ricamarie en 1869.

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !